



Extrait du Faire Vivre le PCF !

<http://lepcf.fr/Unir-les-communistes-le-defi-renouvele-du-parti-communiste>

37ème congrès : Base commune alternative

Unir les communistes, le défi renouvelé du parti communiste

- S'organiser - 37eme congrès 2016 -



Date de mise en ligne : vendredi 22 avril 2016

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

Texte écrit et proposé par le collectif du réseau « Faire Vivre et Renforcer le PCF » : Caroline Andréani (93), Paul Barbazange (34), Luc Basin (26), Floriane Benoit (38), Jean Baus (54), Pascal Brula (69), Robert Brun (26), Marie-Christine Burricand (69), Michel Dechamps (59), Guy Jacquin (01), Jean-Jacques Karman (93), Armand Lecoq (34), Jean-Pierre Meyer (83), Pierre-Alain Millet (69), Sandrine Minerva (34), Gilbert Remond (69), Laurent Santoire (93), Bernard Trannoy (33), Danielle Trannoy (33), Serge Truscello (69), avec l'aide de Danielle Bleitrach (13), Hervé Poly (62) et Hervé Fuyet (92).

préambule

Au 37ème congrès, les communistes sont confrontés à un défi historique. Alors que notre pays, sa classe ouvrière, ses travailleurs, ses intellectuels, la jeunesse, tous ceux qui souffrent de cette société capitaliste inhumaine, n'ont jamais eu autant besoin d'un parti communiste, celui-ci paraît de moins en moins en état de démontrer son utilité et de favoriser l'intervention populaire vers le progrès, la justice et la paix, son existence est menacée.

Ce besoin est objectif, il est le besoin d'un parti révolutionnaire capable d'être au plus près de ceux qui subissent l'exploitation, la solitude, la dureté de cette société, en développant luttes au quotidien, solidarité, en traçant une perspective de changement de société sans laquelle tous les acquis sont sans cesse remis en question. Cette perspective, c'est le socialisme que nous construirons ensemble à partir d'un rassemblement majoritaire, un nouveau Front populaire.

Faute d'une telle perspective, ce sont les forces de la réaction, droite et extrême droite fascisante qui l'emporteront. Ils marquent déjà une société française dont les acquis sociaux et les services publics sont massivement mis en cause alors que la gauche est dans une impasse. Le parti socialiste mène une politique profondément réactionnaire, militariste, à la pointe de la remise en cause de ce qui reste du programme du conseil national de la résistance, défaisant même le cadre démocratique républicain, entraînant la France dans les guerres de l'OTAN. Le Front de Gauche est dispersé et incompréhensible, les frondeurs et autres primaires dites citoyennes se réduisant à des tentatives médiatiques de sauver un système électoral dépassé. Cette impasse de la gauche était inscrite dans le recul du parti communiste en 1981 au profit du parti socialiste. Chacun peut le constater, il n'y a pas de gauche possible sans un parti communiste influent, ancré dans le monde du travail, porteur de l'exigence d'un véritable changement de société.

Le bilan des choix des derniers congrès est clair. Plus le parti communiste se met au second plan, au profit des alliances, des fronts, des collectifs, plus il remet en cause son histoire et ses repères politiques en changeant de vocabulaire, de références théoriques, plus il tente d'apparaître 'moderne' dans le système médiatique et institutionnel, plus en fait il s'affaiblit, se coupe du monde du travail, du peuple, et plus la gauche se délite et dérive vers la concurrence avec la droite dans la gestion de la crise capitaliste.

Pourtant, l'exaspération populaire commence à se ressentir dans la multiplication des conflits sociaux. Le puissant mouvement de refus de la réforme du code du travail montre la possibilité d'un réveil social. La question de l'issue politique est plus que jamais posée, et la question communiste plus que jamais inscrite dans les conditions historiques. Comme ils l'avaient fait en 2007 dans une assemblée nationale extraordinaire qui avait rejeté la proposition de la direction d'une "métamorphose" et qui avait choisi de maintenir le PCF, les communistes peuvent décider à leur prochain congrès de reconstruire la légitimité et l'influence de leur parti dans la société française en portant un projet de rupture avec le capitalisme. Ils peuvent décider d'un examen sans tabou de l'activité, de l'organisation et des choix stratégiques du PCF, de ses échecs électoraux de 2012, 2014 et 2015. Ils peuvent décider d'unir les communistes dans leur diversité pour faire vivre et renforcer le PCF. Plus encore qu'en 2007, l'urgence est de répondre à l'exigence de l'existence du PCF car celle-ci est menacée.

Les textes validés par le Conseil National ne répondent pas à cette exigence car ils évitent tout examen critique des stratégies suivies, confirment l'engagement dans une primaire dont de nombreux communistes ne veulent pas, s'inscrivant dans la continuité des stratégies suivies depuis Martigues et le texte du dernier congrès « Rallumer les étoiles ».

C'est pour contribuer à **un dialogue indispensable entre communistes** pour de nouvelles orientations stratégiques, que nous décidons de présenter une base commune alternative dans la suite de nos textes déposés aux congrès depuis Martigues, où le PCF a accéléré une « mutation » qui s'est traduite par la rupture avec son histoire, la fracture avec le monde du travail, la confusion théorique et des abandons organisationnels qui pèsent lourd dans la situation présente.

La France est marquée par l'approfondissement de la crise sociale et politique, l'accaparement des richesses produites et de la plus-value du travail par les détenteurs du capital, la violence croissante de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et l'immense majorité des salariés.

Au plan international, l'impérialisme a recours à la guerre pour détruire des nations, repartager territoires et marchés, imposer un nouveau colonialisme qui pille la planète, mettant en cause les équilibres écologiques et les conditions de vie humaine, et les gouvernements français successifs se sont engagés dans tous les conflits initiés par les USA.

A l'occasion de la crise grecque, l'Union européenne a confirmé son véritable visage, celui d'une dictature qui prive les peuples de leur souveraineté, efface les nations pour mieux imposer la domination du capital sur tous les aspects de la vie humaine.

Une première partie propose les éléments d'analyse qui devrait conduire à des ruptures avec les choix des 20 dernières années, peut-être même au-delà, pour réaffirmer enfin l'autonomie politique du parti communiste, son refus définitif de toute soumission au parti socialiste, l'affirmation de son existence propre dans les fronts et les rassemblements nécessaires aux luttes.

Une deuxième partie traitera un certain nombre de points qui font l'objet de discussions entre communistes parfois depuis plusieurs années :

- Notre position sur l'Union européenne et l'euro en prenant en compte les événements de ces derniers mois, notamment en Grèce
- Le contenu d'une bataille efficace contre le Front National et le fascisme
- L'élection présidentielle de 2017
- Le contenu des luttes : emploi, salaires, retraites, protection sociale...
- La situation internationale, notre bataille pour la paix, notre combat contre le terrorisme qu'il faut caractériser
- L'état de notre organisation, l'unité des communistes, la reconstruction des liens du PCF avec la classe ouvrière, la reconquête des catégories populaires.

Dans une troisième partie, nous voulons caractériser notre projet et le chemin pour y parvenir. Il n'y a pas de marge de manoeuvre aujourd'hui dans le capitalisme et il faut construire la rupture pour aller vers un nouveau mode de production et d'organisation de la société qui en finisse avec l'exploitation, la marchandisation des activités humaines, le pillage des ressources de la planète pour le profit de quelques uns.

Sommes-nous toujours le parti du communisme, idéal d'une société nouvelle ? Ne faut-il pas nommer clairement « socialisme » la société qui pourrait ouvrir une rupture politique avec la situation actuelle ? Toute rupture avec le capitalisme suppose un parti porteur du changement de société, un parti communiste.

Il faut redéfinir les moyens et les perspectives de rassemblement des exploités, prenant en compte les déconvenues des dernières décennies. Le combat pour la rupture avec le capitalisme ne peut se déléguer ni se réduire à un bulletin de vote : luttés, unité de la classe ouvrière, rassemblement populaire, programme. Nous avons besoin d'un véritable parti communiste. Oui, le défi du parti communiste !

I. Le capitalisme, c'est la crise, payée par les peuples !

Depuis le 36ème congrès, la crise que le système capitaliste impose aux peuples n'a fait que s'accroître, montrant les contradictions de ce régime économique qui ne maintient sa domination au service des grandes bourgeoisies qu'en organisant la régression sociale, la guerre de tous contre tous, la paupérisation de couches toujours plus larges des peuples.

Ces contradictions du système capitaliste sont telles qu'il ne peut plus faire progresser l'humanité. Les solutions que la classe dirigeante met en oeuvre pour garantir le maintien du régime de la propriété privée des moyens de production dégradent toujours plus les conditions d'existence des travailleurs et des peuples, générant une crise de civilisation qui fait le lit du nihilisme.

En France, le gouvernement « socialiste » de Hollande, le soi-disant « ennemi de la finance » avec ses lieutenants Valls et Macron, est le relais de cette politique de coups redoublés contre les travailleurs, la jeunesse et les peuples.

Ce gouvernement ne se contente pas de poursuivre les politiques d'austérité menées par les gouvernements précédents. Il les aggrave avec brutalité. Ces politiques visent par la pression fiscale et les coupes dans les dépenses publiques, à faire payer au peuple le renflouement des banques. Elles visent aussi à livrer à l'exploitation capitaliste des secteurs de l'économie qui lui échappaient encore en partie (enseignement, transports, santé, énergie, etc...).

Avec ce gouvernement, un cap est franchi dans la soumission aux intérêts des capitalistes. La loi Macron (extension du travail le dimanche), la mise en cause des communes, et le projet de loi El-Komrhi appuyé sur le rapport Badinter, sont de nouveaux pas concédés à l'exigence patronale de réduction du « coût du travail », dans la logique de l'ANI et des directives européennes. La réforme visant à « simplifier et réformer » le code du travail est une attaque sans précédent envers les acquis de la classe ouvrière constitués depuis le Front Populaire et le Conseil National de la Résistance : destruction des conventions collectives, individualisation et régionalisation des droits, déréglementation de la durée légale du travail, remise en cause des formations qualifiantes, remise en cause des prud'hommes, destruction des savoir-faire professionnels, des organisations syndicales, pour permettre au patronat de nouvelles conditions d'exploitation humaine et de l'environnement, de contrôle des connaissances, etc...

Mais ce gouvernement et les capitalistes se heurtent sur le terrain aux luttes sociales et aux résistances : grèves dans les entreprises pour la défense de l'emploi ou des salaires, le cas d'Air France très médiatisé en est emblématique, mais aussi les luttes à Goodyear, Continental, Fralib, à PSA Aulnay... grèves également dans les services publics face aux contre-réformes et aux coupes budgétaires : enseignement, sécurité sociale, SNCF, Pôle emploi, AP/HP de Paris etc...

Ces résistances conduisent le gouvernement à franchir une étape dans la répression des travailleurs. Avec la mise en place et la constitutionnalisation de l'état d'urgence, sous le prétexte fallacieux de lutter contre le terrorisme, la condamnation des 8 salariés de Goodyear, le gouvernement entend museler la contestation des travailleurs et de leurs organisations.

La crise capitaliste touche tous les aspects de la vie

La mise en cause des dépenses publiques, la privatisation et la marchandisation de tous les secteurs considérés

depuis 1945 comme des services publics, conduisent à des mises en causes sans précédent des missions d'intérêt général, de l'accès à la santé, à l'éducation, au sport, à la culture. La solidarité, dénoncée idéologiquement, est de plus en plus suppléée concrètement par la charité, le mécénat, les fondations, les soirées communautaires, les dons à ceux que l'on connaît, dans son village, son quartier... Le sport business se déploie non seulement dans le sport d'élite, mais aussi dans le sport loisir, consommation des clubs privés contre le sport amateur, La marchandisation du corps humain avance en se cachant derrière un prétexte de liberté individuelle.

Le chômage, la précarité, la misère, marquent des millions de familles, dont les enfants n'ont pas connu d'adultes ayant un emploi stable. La France a encore perdu cette décennie un tiers de ses emplois industriels, la désertification vide des régions de leurs savoir-faire, des réseaux professionnels qui structuraient la vie sociale. Même les métiers artisanaux sont désormais le règne des travailleurs détachés et des « services à la personne » industrialisés. La France est devenue un pays de bas salaires.

Politique monétaire, société numérique, guerre... les armes du capitalisme.

Tout confirme que pour les capitalistes, l'exigence de favoriser toujours plus le capital dans le partage des richesses conduit à faire reculer toujours plus la part des salaires, des pensions, et des allocations. C'est ce qui explique les licenciements, les délocalisations et la désindustrialisation : le capitalisme ne peut survivre qu'en détruisant des forces productives. C'est le sens des attaques contre les droits et les acquis de la classe ouvrière ces dernières années.

Les revirements et changements de stratégie dans la politique monétaire, révèlent les ajustements continus du système pour maximiser toujours les profits dans la concurrence entre capitalistes, donc aussi entre pays, avec des conséquences parfois majeures sur l'économie mondiale. La décision de la réserve fédérale américaine (la FED) de relever les taux d'intérêts rompt avec la stratégie précédente de renflouement des banques par la création monétaire. Mais ce relèvement des taux d'intérêts accentuera la crise de surproduction, freinant le recours au crédit et limitant ainsi la consommation avec pour conséquence une rétractation de la demande mondiale, donc moins de profit pour les capitalistes. Les ajustements dans le capitalisme ne font toujours que reporter ou déplacer l'exigence de réduction des salaires pour maintenir les profits.

La « révolution de l'informatique et du numérique » est utilisée aussi au service du redéploiement des forces capitalistes dans l'économie et les rapports sociaux. Le progrès technique est porteur de libération humaine, et notamment de réduction du temps de travail, mais il est toujours impulsé et utilisé par le capitalisme pour renforcer et étendre l'exploitation. Dans le système dans lequel nous vivons, la « société du numérique » est avant tout une source de profit pour les capitalistes en ouvrant de nouveaux marchés, en permettant un contrôle plus centralisé et plus réactif d'un travail toujours plus socialisé, en organisant de nouvelles concurrences. Il en est ainsi de ces nouveaux sites ayant recours à des travailleurs « indépendants » proposant des services (comme le transport de personnes). L'économie numérique, masquée derrière l'idéalisme de la transition numérique, est aussi un outil de déréglementation et de destruction des acquis sociaux.

Une autre arme que les capitalistes utilisent depuis toujours pour maintenir leurs profits et leur domination, est la guerre. De nombreux conflits récents ont pour fond le contrôle des matières premières, le pétrole au Proche et Moyen-Orient, des minerais en Afrique... La guerre permet aussi pour les pays occidentaux, les principaux producteurs d'armes, de générer des profits par la vente de matériel militaire. Ce qui oblige les puissances impérialistes à maintenir des régions entières du monde dans un climat de tension et de déstabilisation, afin que les marchands de canons puissent continuer à engranger des profits, comme le montre la situation en Ukraine.

La situation politique, l'impasse à gauche, le terrorisme

Les conséquences de cette course effrénée pour le profit et la baisse du « coût du travail » sont terribles pour notre société ravagée par une triple crise sociale, politique et idéologique.

La crise sociale s'amplifie à partir des pertes d'emploi, plus de 6 millions de chômeurs, les bas salaires et retraites, l'insuffisance des minima sociaux. Jusqu'à 8,5 millions de Français peuvent être considérés comme pauvres et pour eux la survie quotidienne mobilise tous leurs efforts. Dans le même temps des millions de salariés dans le public comme dans le privé, voient leur pouvoir d'achat baisser, leurs conditions de travail se dégrader, leur statut se fragiliser.

La volonté de résister et de combattre pour transformer la situation se mêle à la résignation, le repli, la recherche de solutions individuelles dans le cadre du capitalisme.

La crise politique atteint son paroxysme. Depuis 1981, les gouvernements successifs ont tous renié leurs promesses et aggravé la situation. Avec l'inversion du calendrier électoral, la présidentialisation de la 5ème république s'est encore accentuée tandis que le Traité Constitutionnel Européen vole la souveraineté nationale et populaire.

La toute dernière réforme des collectivités locales affaiblit les communes au profit de grandes métropoles et régions sur le modèle européen, pour mieux éloigner les citoyens des lieux de décision et en finir avec la spécificité française issue de 1789.

Le gouvernement Hollande, serviteur zélé de l'Union européenne, s'est mis au service du capital et du patronat. Mais, la faillite de la gauche a commencé bien avant, avec le tournant de la rigueur de 1983 et les reniements de la gauche plurielle.

Comment s'étonner dans ces conditions de la perte croissante de confiance dans les élus, mais aussi dans les programmes électoraux et les postures idéologiques alors que depuis plus de 30 ans les citoyens font l'expérience que les grandes déclarations sont à peine écrites qu'elles sont déjà oubliées !

Quant à proposer un autre mode de développement que le capitalisme, le socialisme pour bien le nommer, le PCF lui-même a renoncé à porter clairement à la fois le projet et l'engagement nécessaire pour gagner un tel combat face au capitalisme.

Les derniers scrutins électoraux - municipales et régionales - ont montré ces grandes tendances à l'abstention, au vote pour la droite ou le Front National. Sarkozy s'est en partie fait élire en 2007 sur le slogan « travailler plus pour gagner plus », surfant sur le pessimisme d'un grand nombre de salariés quant aux conquêtes sociales possibles et l'expérience de ceux de plus en plus nombreux qui sont obligés de cumuler deux boulots parfois non déclarés pour s'en sortir. Ils ont été nombreux à faire l'expérience de travailler plus pour gagner moins ou de voir leur emploi disparaître au profit d'une délocalisation, d'une vente à un fonds de pension américain ! Aux élections municipales, des villes que nous dirigions depuis des décennies sont passées à la droite ou au PS, d'autres au Front national. Tous portaient des idées comme « je ne veux pas payer pour les autres » ou « je veux ma part du gâteau » et n'hésitaient pas à s'appuyer sur un anticommunisme agressif, le clientélisme, voire des pratiques mafieuses.

L'absence de projet alternatif, alors que les difficultés quotidiennes grandissent, enferme une partie des catégories populaires dans l'individualisme, le rejet de l'intérêt général, la fracture avec la république. La classe ouvrière est

écartée, y compris dans son abstention. Seul un puissant mouvement social peut redonner confiance et faire reculer ces symptômes d'une crise historique.

En 2014 aux municipales comme en 2015 aux régionales, le PCF, entre alliances à géométrie variable et absence d'une bataille nationale autour d'un projet clairement identifié, n'est pas parvenu à inverser la tendance et à s'identifier, même s'il faut apprécier positivement l'engagement courageux des communistes pour sauver leurs positions locales.

Tout cela constitue le terreau du Front National et d'une fascisation de la vie politique que les attentats terroristes ont renforcé en favorisant la peur de l'autre et en libérant l'expression de propos racistes. Le gouvernement s'en sert pour attaquer l'état de droit et les libertés fondamentales, instaurant et prolongeant un état d'urgence que nous combattons et qui n'est pas un gage d'efficacité dans la lutte nécessaire contre le terrorisme et pour protéger les populations.

Nous caractérisons DAESCH, la créature afghane de l'impérialisme et des bourgeoisies du pétrole, comme un nouveau fascisme s'intégrant dans la mondialisation capitaliste. Sous couvert d'une rhétorique religieuse inacceptable, il s'agit d'organiser la conquête de nouveaux territoires dont les populations d'origine sont terrorisées, massacrées, réduites en esclavage. Les jeunes recrutés bénéficient de tous les attributs de la puissance que donnent l'argent et les armes et les actes commis cette année à Paris, mais aussi au Nigeria, à Ankara, contre un avion russe, à Beyrouth et en permanence en Syrie, en Irak, au Yémen, au Koweït, en Libye et ailleurs, s'apparentent aux crimes de bandes fascistes.

Pour sortir de cette situation, permettre à notre peuple d'empêcher le pire -guerre et fascisme- et de gagner de nouvelles conquêtes sociales et démocratiques, le PCF doit tirer un bilan sans tabou de sa stratégie et opérer les ruptures nécessaires.

C'est d'autant plus nécessaire et urgent que la colère populaire recommence à s'exprimer dans la multiplication des conflits sociaux. La puissance du refus de la réforme du code du travail qui oblige le gouvernement à manoeuvrer en recul est révélatrice de la force potentielle d'un peuple debout.

L'émancipation des travailleurs doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. Les réponses électoralistes et institutionnelles de la direction du PCF sont dans ce contexte totalement dépassées, inefficaces et dangereuses pour le présent et l'avenir du peuple, du monde du travail et de la France.

II. Des thèses nouvelles pour unir les communistes

Il est donc urgent de faire un bilan précis et partagé des orientations de nos derniers congrès et de reconstruire des positions qui unissent les communistes et les placent à l'offensive pour la reconstruction du parti communiste dont notre peuple a besoin, pour reprendre confiance, pour rouvrir une issue progressiste à la crise politique et idéologique.

Sans chercher un texte de congrès fondateur, nous proposons que le congrès se prononce sur plusieurs points sur lesquels les orientations proposées par la direction sont en échec et affaiblissent les communistes, points qui font souvent débat depuis des années entre communistes, sans que ce débat ne soit réellement organisé.

- Présidentielles : pas de primaires, une bataille communiste !
- Pour construire une autre société, la France doit agir pour un autre monde.
- Sortir de l'UE et de l'Euro pour engager la sortie du capitalisme !
- Lutte et construction politique.
- Contre le FN, un parti communiste populaire et rassembleur.

- Pour sortir de l'impasse de la gauche, un grand parti communiste, un rassemblement populaire majoritaire !

Présidentielles : pas de primaires, une bataille communiste !

L'élection présidentielle a toujours été difficile pour nous car elle nous place devant une contradiction : nous combattons cette élection qui pervertit la république et en même temps, nous voulons mener cette bataille pour faire progresser nos idées et le rapport des forces en faveur du monde populaire. Mais à l'approche de 2017, le parti communiste est dans une impasse.

- Son nom reste porteur d'un idéal de changement de société que la violence du capitalisme mondialisé remet à l'ordre du jour. Bousculé par la contre révolution conservatrice et la diabolisation du socialisme réel, il avait rompu avec cette histoire et ses symboles, et s'en retrouve orphelin.
- Il a cherché depuis des décennies le chemin de l'union de la gauche, mais la victoire de 1981 a conduit aux politiques de privatisation et d'austérité, jusqu'à ce gouvernement rétrograde conduit par le parti socialiste. Il multiplie les tentatives de "gauche de la gauche" depuis son congrès de Martigues dans des alliances électorales à géométrie variable qui se soldent par la perte continue d'élus et de militants.
- En 2012, après un débat vif, le PCF a renoncé à présenter un candidat communiste au profit de Jean-Luc Mélenchon. Cette décision pèse lourd aujourd'hui dans nos difficultés face à cette échéance. Jean-Luc Mélenchon pense pouvoir capitaliser son score de 2012 dans une démarche "gaullienne" d'appel au peuple. Mais ce n'est pas un 'présidentiable' qui peut faire reculer l'illusion électorale, gagner l'autonomie du mouvement social et sa capacité à s'organiser.
- Dans cette situation, la participation à des primaires est une fuite en avant dangereuse dans la présidentialisation qui conduit quasi inexorablement à soutenir un candidat socialiste au premier tour, aggrave l'effacement du parti communiste, de son projet de société, de ses forces organisées au risque de menacer jusqu'à son existence.

L'élection présidentielle est au coeur du système de domination de la grande bourgeoisie dans notre société. Périodiquement, elle met en concurrence les élites politiques autour d'une alternative entre deux "présidentiables" qui portent les intérêts dominants. Elle construit le discours idéologique qui permettra d'imposer les intérêts du capital aux couches sociales victimes de ce système, pourtant largement majoritaires. L'utilisation depuis 1985 du Front National comme exutoire aux colères populaires et repoussoir au deuxième tour arrive à son comble en 2017, les primaires vidant le vote du premier tour de tout contenu autre que le choix du candidat de deuxième tour.

C'est pourquoi nous devons rappeler notre position de fond : élection du président de la république par l'assemblée nationale, calendrier électoral plaçant les législatives avant les présidentielles, proportionnelle à toutes les élections.

Dans ces conditions, à quoi peuvent bien servir ces élections pour les communistes, pour les forces progressistes, pour le peuple ? Pas à choisir le président de la république ! "*Il n'est pas de sauveur suprême*" affirme l'Internationale. Mais c'est plus globalement l'échec historique de l'union de la gauche dont il faut tirer les leçons, ce que l'abstention massive dans les milieux populaires démontre depuis des années, comme le large rejet du PS et de Hollande. On ne change pas la société par en haut. Même les 16 % du candidat communiste Georges Marchais en 1981 n'ont pas empêché la pédagogie du renoncement pratiquée par le parti socialiste !

Une stratégie électorale n'a de sens que dans une stratégie de rassemblement populaire qui place en son centre la mobilisation et l'action dans l'entreprise, la rue, le quartier. Autrement dit, une élection est d'abord et avant tout une bataille politique pour renforcer les forces progressistes en conscience, en capacité d'action, en organisation. Le score et les éventuels élus en sont le résultat et en retour, l'appui à cette "puissance du peuple en action" qui est le

seul chemin de toute transformation sociale.

Pour le parti communiste, ses directions, ses militants, les présidentielles de 2017 imposent un retournement complet de ses stratégies, de sa manière de parler d'un changement de société, du rassemblement populaire, des élections. Dans l'urgence il doit inventer de nouvelles réponses à la question historique de la "révolution dans un système capitaliste développé" en tenant compte de l'échec de celles apportées depuis le programme commun. Les communistes sont au pied du mur. Ils doivent créer les conditions d'un vote qui soit clairement un appel à la mobilisation populaire et à la reconstruction d'un parti communiste de combat, porteur du changement de société, d'un "socialisme pour la France" renouvelé. Les réactions de solidarité et d'engagement après les chemises arrachées d'Air France, le coup de poing télévisuel de Xavier Mathieu des Conti ou le tour de France de Mickael Wamen des Goodyear, montrent comment nous avons besoin de candidats et dirigeants ancrés dans le mouvement social, la réalité de l'entreprise, engagés dans l'affrontement capital/travail. Voilà le message utile pour soulever le peuple, le pousser à s'unir, à s'organiser, à reprendre pied pour lui-même dans la vie politique, et pour personne d'autre...

L'émancipation des travailleurs doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

Notre peuple a besoin d'un candidat qui porte le refus de la présidentialisation, la révolte anticapitaliste, l'alternative populaire et progressiste, la perspective communiste. Nous avons besoin d'un candidat combattant du mouvement social, au meilleur sens du mot, d'un candidat communiste. Malgré les difficultés actuelles, nous voulons tout faire pour en créer les conditions, une candidature ancrée dans le mouvement social et porteuse d'une perspective révolutionnaire. Et nous voulons construire dans le même esprit nos candidatures aux élections législatives pour des députés qui portent en toutes circonstances à l'assemblée nationale les intérêts populaires.

Pour construire une autre société, la France doit agir pour un autre monde

La mondialisation capitaliste qui détruit des États, des régions et organise la guerre de tous contre tous n'est pas une nouveauté. « *Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale.* » (Marx, *Le Manifeste*). Lénine a montré le lien étroit entre financiarisation, fascisation et guerre en caractérisant le stade mondialisé du capitalisme comme impérialisme.

La chute de l'URSS a libéré la violence de ce capitalisme qui « *porte en lui la guerre comme la nuée l'orage* », mondialisé la concurrence de tous contre tous. L'impérialisme cherche toujours le (re)partage du monde, mais il ne peut s'étendre sur de nouveaux territoires "vierges". Après l'Asie, l'Afrique est en plein développement malgré les inégalités et les violences. L'impérialisme fait face au monde issu du 20ème siècle, celui des indépendances nationales, et des formes de socialisme diverses marquant le développement du Sud.

Le développement chinois a sorti de la misère un milliard d'humains et construit une "société de moyenne aisance". Les conditions de vie de la grande masse des chinois sont désormais meilleures que celle des couches populaires du Nord. Le dialogue avec les communistes chinois est essentiel pour connaître et comprendre cette transformation, ses contradictions sociales, ses perspectives politiques. La Chine est une des rares puissances qui développe des coopérations économiques sans intervention militaire, malgré les guerres que les USA et l'OTAN imposent.

La situation du monde un siècle après la première guerre mondiale n'est donc pas un nouvel affrontement entre blocs impérialistes concurrents, mais la mise en cause de la domination des USA et de l'OTAN par le développement

des "BRICS" et du "socialisme de marché" chinois. Depuis la première guerre d'Irak et les "armes de destruction massive", les guerres de Yougoslavie, d'Irak, d'Afghanistan, de Libye, du Yémen, de Syrie sont toutes marquées par cette situation qui voit l'Occident masquer ses visées impérialistes avec des médias aux ordres désignant les régimes amis et ennemis, quelle que soit leur nature. Et c'est en Ukraine, au cœur de l'Europe, que les USA ont imposé la guerre, en impulsant et armant les bandes nazies pour le coup d'État en Ukraine, en tentant d'imposer l'affrontement militaire aux portes de la Russie.

L'impérialisme a besoin de l'accès aux ressources, notamment énergétiques, mais il ne peut le faire sous la forme de la colonisation du 19^{ème} siècle, car les États nationaux même dominés, ont une logique propre. Avec le pétrole, les marges pour une bourgeoisie locale docile existent encore. Mais le pétrole cher aide au développement des pays indépendants, et le pétrole bas affaiblit les bourgeoisies dociles... Le capitalisme n'a au fond plus rien à partager et organise au Sud comme au Nord la paupérisation généralisée annoncée par Marx qui le conduit à détruire les services publics, les systèmes sociaux et, quand il le peut, les états eux-mêmes. Car le pétrole continue à se vendre au cœur des horreurs libyennes, syriennes ou irakiennes !

L'impérialisme n'a pas toujours besoin d'États nationaux. Le développement national et sa condition pour tous les peuples, la paix, sont devenus antagonistes à la domination impérialiste. Le coup d'état fasciste en Ukraine montre que nous avons besoin de connaître les enjeux de l'impérialisme américain contre la Russie et la Chine, ainsi que l'histoire réelle de l'URSS. L'idéologie dominante contre le socialisme bloque toute approfondissement de notre réflexion communiste.

Le peuple de France doit choisir : défendre la place de sa bourgeoisie dans l'alliance atlantique en se mettant au service des guerres de l'OTAN et en tentant d'infléchir l'Union Européenne, ou ouvrir une brèche dans l'impérialisme en contribuant à un nouveau monde de coopérations entre nations souveraines, de paix et de progrès social, un nouveau monde qui fera apparaître le capitalisme pour ce qu'il est : historiquement dépassé.

Le parti communiste doit appeler à la sortie de l'OTAN, de l'Union Européenne et de l'Euro pour ouvrir la perspective d'une France socialiste dans un monde multi-polaire de coopérations et de solidarité pour la paix !

La sortie de l'OTAN est nécessaire pour agir pour la paix !

Les horreurs des guerres impérialistes, leurs conséquences humaines et économiques, sans compter l'impact environnemental et patrimonial, font de la paix une exigence première des forces progressistes.

Dans la mobilisation contre la première guerre d'Irak, l'émotion était forte dans le peuple français et les communistes actifs. Mais depuis que nous avons participé au gouvernement qui a bombardé la Yougoslavie, nous avons repris trop souvent le vocabulaire dominant dénonçant les "dictateurs" et célébrant les "révolutions orange" ! La guerre idéologique et médiatique destinée à justifier les guerres tout court, a marqué notre peuple qui regarde avec effarement ce monde violent sans comprendre qui il faut défendre, qui il faut dénoncer.

Le PCF doit reprendre avec énergie la bataille pour la paix avec deux idées fortes :

- L'OTAN est une alliance militaire agressive au service de la domination US. C'est le principal facteur de guerre, de prolifération des armements et désormais des mercenaires et des armées privées. La France, quatrième productrice mondiale d'armements, doit prendre des initiatives, y compris unilatérales, visant aux désarmements atomiques et conventionnels négociés.
- Respecter les indépendances nationales et le cadre de l'ONU. Ni la démocratie, ni le socialisme, ni le développement ne s'imposent par des armes étrangères, et le bilan des interventions "humanitaires"

occidentales est terrible. Le "*droit d'ingérence*" est un droit impérialiste qu'il faut combattre en affirmant le "*droit à l'indépendance nationale*". La solidarité avec les peuples en butte à des dictatures est utile aux forces progressistes, dans des actions de boycott économique, dans la diplomatie et la communauté internationale. Elle se fourvoie toujours dans l'acceptation de la guerre étrangère.

Sortir de l'U.E. et de l'Euro pour engager la sortie du capitalisme !

La crise grecque, un révélateur

En 2015, les communistes français ont suivi attentivement la Grèce de Syriza. Le référendum du 5 juillet, son résultat sans appel - 61% de NON aux politiques d'austérité que voulait imposer l'U.E. - mettaient Alexis Tsipras en position de force face aux créanciers de la Grèce et aux forces politiques, PASOK et Nouvelle Démocratie, qui avaient accepté les deux premiers mémorandums. Or, Syriza a signé un accord léonin qui foule aux pieds la souveraineté grecque. Au sein du PCF, cette crise a instauré un débat de fond sur le rôle de l'U.E. et de l'Euro. Rester prisonnier du PGE, de l'Euro et des institutions européennes pourra-t-il durer ? Pour un parti révolutionnaire, n'y a-t-il pas d'autres propositions que « l'Europe sociale et sa monnaie unique » ? Le déni de la part de la direction nationale, malgré les interrogations de nombreux communistes, devient insupportable.

En effet, le troisième mémorandum grec est un véritable programme d'extermination économique, sociale et culturelle du peuple grec, une sorte de colonisation. Le prétexte de la dette et du sauvetage de l'Euro aura permis de mettre un pays officiellement sous tutelle. Le mémorandum impose un programme de privatisations, d'étouffement de l'activité par la surimposition, de diminution drastique des pensions de retraite, des salaires et des prestations sociales, faisant régresser le niveau sanitaire du pays. Qui peut croire que le « *renflouement* » de la Grèce par de l'argent prêté par la BCE et le FMI réglera quoi que ce soit ? Cette spirale infernale va approfondir l'endettement de l'État grec et sa dépendance à l'égard des bailleurs de fonds. Le fonds alimenté par la privatisation des actifs publics sera directement soumis à la gestion de l'UE. Et plus aucun texte, ni même alinéa... législatif ne pourra être présenté au "Parlement" grec sans obtenir l'aval préalable du Quartet (Troïka + FMI). D'autres pays sont en ligne de mire, à commencer par les plus faibles comme le Portugal. Pour de plus en plus de français, l'U.E., loin de l'émancipation annoncée, est un système dictatorial créé par le capitalisme pour soumettre les peuples en supprimant leur souveraineté.

A la direction du PCF, les positions de soutien jusqu'au-boutiste à Syriza et à Tsipras, membres du PGE, ont conduit nos parlementaires à annoncer leur vote pour le mémorandum grec à l'Assemblée nationale, avant de reculer devant l'émotion de milliers de communistes. Comment défendre les choix du gouvernement grec, quitte à justifier ce que nous combattons, faisant passer un message de renoncement à la lutte en France ? Refuser le débat, nous replier sur le postulat que seule l'extrême droite contesterait l'euro et l'Union européenne, serait suicidaire à l'heure où la contestation de la construction européenne est largement partagée dans les milieux populaires. Pire, laisser la contestation de l'UE à l'extrême droite, contestation qui n'est que de façade, est une erreur politique qui pourrait se révéler lourde de conséquences.

La posture adoptée au début des années 90, l'espoir d'une réorientation de l'intérieur de l'UE, d'une "Europe sociale" est un leurre. Nous avons tous constaté avec la Grèce, que l'UE est un outil de domination du capitalisme contre les peuples, une superstructure politique dont les dirigeants n'hésitent pas à broyer la souveraineté populaire. Il faut donc, de toute urgence, ouvrir le débat sur la nature de l'Union européenne, et sur les conditions pour se libérer de ses diktats.

Sortir de l'U.E. et de l'Euro pour de nouvelles coopérations internationales

Toutes les étapes de la construction de l'U.E. ont été imposées aux peuples, jusqu'au traité constitutionnel de 2005, balayé par le vote des peuples de France et des Pays-Bas, mais que les gouvernements contourneront dans un véritable déni de démocratie. Comme l'a souligné J-CI Juncker, le président de la Commission européenne, « il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens ».

En 1951, Robert Schuman, issu du "Comité des Forges" aujourd'hui Medef, va avec Jean Monnet, l'homme des américains, imposer la CECA, entraînant des milliers de licenciements aux Charbonnages de France. Déjà, la concurrence libre et non faussée est un principe intangible. Mars 57, le Traité de Rome établit l'U.E. dans les grandes lignes antidémocratiques que l'on connaît aujourd'hui. Les communistes s'opposèrent à cette structure supranationale téléguidée par le patronat, depuis le cartel de l'acier d'avant-guerre jusqu'au « Besoin d'aire » du Medef actuel qui préconise l'abandon total des états-nations.

Cette construction européenne a été conçue pour répondre à la mondialisation capitaliste, afin de doper les taux de profits et faciliter l'accumulation des capitaux. Cela passait par la casse du cadre national et l'ouverture des frontières pour permettre la libre circulation des capitaux et de la main d'oeuvre bon marché et par la dérégulation financière. L'U.E. a organisé le dumping social, avec la mise en concurrence déloyale de pays de développement économiques inégaux, faisant pression sur les salaires, les acquis sociaux et l'emploi.

L'U.E. a dépossédé les nations de toute souveraineté monétaire, financière, budgétaire et donc économique pour soumettre les peuples au système de la dette d'État, système déjà analysé par Marx il y a 150 ans. Le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG), élaboré avec la droite et le PS, encadre ce système afin d'imposer avec la dette et l'euro, la baisse automatique et autoritaire du prix de la force de travail, salaires, pensions, prestations sociales.

Mais tous les pays ne sont pas traités de la même façon. L'Euro correspond au niveau de développement de l'Allemagne. Il est bien trop fort pour les autres. Ce qui explique pourquoi le plus faible économiquement, la Grèce, a craqué en premier. Et d'autres pays suivront. L'Euro est un instrument de guerre contre les salaires et les services publics. Tout pays voulant rompre avec l'austérité est menacé de l'intérieur par l'Euro qui permet aux institutions européennes d'étrangler les banques nationales. L'Euro n'est pas utilisable pour mobiliser des crédits au service de politiques publiques. L'Euro n'a jamais été un instrument de résistance au dollar. Le traité de libre échange transatlantique (TAFTA) qui nous sera imposé confirmera que l'U.E. est soumise à la puissance économique américaine, comme elle l'est déjà sur le plan militaire au sein de l'OTAN.

Avec de tels objectifs de surexploitation, le capitalisme doit éteindre toute révolte populaire qui pourrait s'exprimer dans les urnes. L'U.E. a donc aussi comme objectif de détruire les institutions nationales, de remplacer le triptyque Nation-département-commune par l'U.E.-région-métropole, éloignant toujours plus les travailleurs des pôles de décision, contribuant à les décourager de voter. Cela favorise le régionalisme et le nationalisme qui alimentent le racisme et multiplient les foyers de tensions.

L'éclatement de la Yougoslavie montre jusqu'où peut aller l'exploitation des contradictions régionales. Le Français est mis en cause comme langue de la république avec la domination de l'anglais et l'institutionnalisation des langues régionales. L'Europe des régions se construit contre la nation. C'est ce qu'écrivait Huchon, ancien président PS de l'Île-de-France, qui présentait la région comme « *le seul territoire capable de rompre l'unicité de la loi* ».

L'acharnement à parler d'une "Europe sociale" creuse un gouffre entre le PCF et le peuple. La violence de la « *concurrence libre et non faussée* » apparaît aux yeux de tous dans les murs, les miradors et les affrontements autour

des migrants jetés sans droits dans les routes de l'Europe.

Il est impossible de rompre avec le capitalisme en France sans maîtriser une monnaie au service d'une politique progressiste, quelque soient les menaces et oukases des institutions de l'UE. Et il n'y aura pas de changement économique en France, sans sortir nos échanges avec le monde de la guerre des monnaies. Loin de toute stratégie de dévaluation compétitive, loin de tout repli nationaliste, sortir de l'Euro est la condition d'une rupture anticapitaliste en France, mettant en cause la mondialisation capitaliste. Une situation nouvelle serait ainsi créée en France et en Europe, porteuse de ruptures et de bouleversements au profit des peuples, permettant de construire des nouvelles coopérations mutuellement avantageuses entre nations souveraines.

Les luttes, terrain premier des constructions politiques

Les emplois, salaires, retraites, protection sociale, mais aussi santé, formation, logement, libertés... tout ce qui porte progrès est acquis puis conservé par la lutte. Rien n'est jamais octroyé aux exploités. Passer du particulier, du corporatif au général, créer les conditions des convergences dans l'action est toujours une question décisive pour les communistes. Ne jamais instrumentaliser et ne jamais oublier que sans lutte de masse entraînant à un moment la majorité du peuple, aucun progrès idéologique et politique n'est possible.

Depuis des années (luttes contre le CPE), aucune lutte n'a été victorieuse, et cela a pesé lourd dans la détérioration des rapports de force idéologiques. Le FN, réponse "électorale" à jamais déconnecté des luttes démocratiques, y puise sa force.

Nous n'oublions ni Fralib, ni Pilpa, ni les femmes de ménage des grands hôtels parisiens pour ne citer que quelques victoires emblématiques, ni toutes les dures luttes menées : Air France, Goodyear... Ce qui a manqué, c'est le "tous ensemble" et des victoires à ce niveau.

Au moment où nous écrivons ce texte, nous ne savons pas quelle sera l'ampleur, la durée, le contenu exact de l'affrontement qui se dessine contre le projet El Khomri, mais le mouvement est là après des années de résignation, d'abstention électorale. Une partie de la difficile équation des présidentielles peut être modifiée.

Le rapport entre lutte et politique est complexe : effort permanent des sociaux-démocrates de récupérer et même instrumentaliser les luttes, difficulté permanente pour les communistes d'être au plus haut du possible, vécus comme utiles, améliorant la lecture de classe de chacun, permettant la victoire. Les actions peuvent parfois aboutir (1968, 1995) et l'issue politique nous être défavorable (majorité écrasante UNR en juin 68, gauche plurielle devenue gauche "plus rien" en 1996). C'est donc bien d'un rapport étroit, en permanence en construction, dont il est question.

Les communistes, les militants, les responsables et les élus ont donc de lourdes responsabilités quotidiennes dans l'action. Chacun en agissant, modifie le réel. Les luttes sont donc une composante essentielle de notre formation, souvent un moment particulièrement favorable à l'adhésion. Prenons garde de ne pas oublier les 30.000 adhésions au PCF de mai 1968.

Les forces de la bourgeoisie savent tout cela, elles mobilisent énormément d'énergie pour empêcher les luttes, de la kyrielle des DRH et autres idéologues, aux forces de répression et aux mouchards. Communistes, consacrons aussi beaucoup d'énergie, de temps, d'efforts à ce que les luttes, toutes les luttes de classe, vivent, convergent, gagnent.

Un des plus grands reculs de ces dernières décennies - idéologique, politique, matériel - est l'affaiblissement rapide des liens entre syndicalistes de lutte et parti communiste. Il sera nécessaire, en lien avec les luttes réelles, de résoudre cette question.

Contre le FN, un parti communiste populaire et rassembleur

Le FN correspond à la version adaptée du fascisme à l'époque de la mondialisation et de la numérisation. S'il se donne des airs de bonhomie avec l'arrivée de nouveaux cadres se réclamant du gaullisme et de la république, il reste fondamentalement une formation nationaliste, lié à ses origines.

Cette formation fondée en 1972 par un petit groupe de néofascistes issu du groupe Occident, de nostalgiques du régime de Vichy, d'ancien partisans de l'Algérie française et d'activistes de l'OAS, fût largement promotionné par la télévision publique dans les années 80 pour diviser la droite et favoriser la réélection de Mitterrand, sous l'impulsion des services de l'Élysée. Elle cristallise les reliquats idéologiques de plusieurs traditions de l'extrême droite fasciste, dont faut-il le rappeler, celle anti-patriotique du patronat de la fin des années trente qui proclamait « *plutôt Hitler que le front populaire* ».

Le FN est aujourd'hui utilisé comme leurre protestataire en même temps que repoussoir pour permettre et accélérer la recomposition politique dont le capital a besoin pour mettre en oeuvre les politiques qui le servent au mieux de ses intérêts afin de dégager toujours plus de profits sur la force de travail. Après trois décennies d'un capitalisme débridé, la société arrive à un point à la fois de souffrance et d'impossibilité où la question politique va devoir se poser de nouveau dans les termes : « *socialisme ou barbarie* ».

Or le capital entend se donner libre cours. Toute avancée sociale est pour lui un frein à ôter, toute résistance salariale un obstacle à détruire. La dépendance vitale et la peur sont historiquement ses objectifs ultimes pour le salariat. Son corollaire est l'obéissance absolue. Quand cette structure se dévoile, voire se déchire dans les luttes de classes, le capitalisme a recours à la terreur qui est son fonds inaltérable. La main de fer dans un gant de velours, si caractéristique des sociétés libérales, perd son apparence souple et paternaliste. La violence devient sa réponse. La criminalisation des résistances syndicales comme dans le cas d'Air France et de Goodyear en est une des manifestations, le recours au fascisme une autre.

Le fascisme constitue un type de réponse à la crise structurelle et conjoncturelle qui agite les sociétés capitalistes dans la période d'entre-deux guerres. Il dénonce l'immoralité et les mauvaises moeurs issues des partis politiques traditionnels, les excès de la propriété privée causés par les monopoles capitalistes. Il donne préférence à la petite et moyenne propriété et s'oppose violemment aux organisations se réclamant de la lutte des classes.

S'il ne nie pas l'existence de classes sociales, il prétend les discipliner en soumettant les intérêts particuliers à l'intérêt national. Avec le nazisme, la lutte des classes se déplace vers des luttes raciales où s'affirme la solidarité fondamentale des citoyens devant les non-citoyens, version initiale de la préférence nationale.

Pour Dimitrov, le fascisme représente, malgré ses dénégations, l'idéologie du capital et de l'impérialisme. C'est ce que nous montre l'actualité en Ukraine et en Syrie, comme au Chili il n'y a pas si longtemps, et partout où il utilise des bandes armées fanatisées pour ses basses oeuvres. Malgré ses prétentions populistes, le fascisme est une entreprise de soumission des masses dont il a besoin pour son assise. Il développe à cette fin une démagogie sociale effrénée. Il utilise le chauvinisme, la xénophobie et les replis identitaires pour tromper les masses, les détourner de leur soucis quotidiens, faire glisser leur attention des problèmes intérieurs vers ceux de l'extérieur.

Nous sommes dans une situation proche de celle de la veille des deux guerres mondiales où une crise financière majeure et structurelle est accompagnée par une montée des nationalismes, l'envie d'en découdre et l'absence d'une résistance cohérente et organisée pour apporter une réponse. C'est le contexte des élections régionales du 6 et du 13 décembre qui consacraient la victoire d'un FN se déclarant avec triomphalisme au porte du pouvoir.

D'élection en élection le FN poursuit son ascension malgré les campagnes morales de la gauche sociale et les fronts républicains qu'elle prétend lui opposer. Car le FN ne cesse d'être promotionné à chaque scrutin. Cette complaisance lui permet d'influencer les débats et de pousser chaque fois un peu plus son hégémonie dans le domaine des idées, comme le prouvent les débats sur l'identité nationale, l'immigration, la sécurité, et la déchéance de la nationalité.

Grâce à la bienveillance socialiste et son double langage, toutes les conditions ont été réunies pour entraîner une part importante de la population, fragilisée par la désindustrialisation de régions entières et les pertes massives d'emplois, vers la haine anti-immigrés et pour détourner la colère des classes populaires vers des boucs émissaires. Le PS pour la cinquième fois de son histoire porte la lourde responsabilité de faire le lit de l'extrême droite, au lieu de s'attaquer aux causes et de les chercher dans la structuration capitaliste de la société.

La lutte contre le Front national est possible à condition de passer par la lutte contre le capital, son ventre nourricier. Comme l'écrivait Brecht, « *le ventre est toujours fécond d'où est sortie la bête immonde* » si nous ne nous attaquons pas à sa domination.

Le fascisme est un danger mortel pour la classe ouvrière, le danger principal contre lequel il faut en urgence rassembler les forces populaires et démocratiques. Si l'expérience nous montre que la réprobation morale ou les combinaisons de type front républicain ne sont d'aucun effet, nous savons depuis le Front populaire que le meilleur remède contre le fascisme est l'existence d'un parti communiste proche des couches populaires, apte à transformer les besoins de sécurité, de vie, en luttes unitaires pour l'emploi, la paix et les salaires, un parti qui sache organiser les rassemblements et désigner l'adversaire de classe, le responsable de la lutte de tous contre tous, le système capitaliste.

Pour sortir de l'impasse de la gauche, un grand parti communiste, un rassemblement populaire majoritaire

Le PCF, une organisation affaiblie

Depuis la « *mutation* » initiée par Robert Hue, le PCF a suivi, de congrès en congrès, des stratégies qui ont toutes conduit à un affaiblissement organisationnel, électif et politique.

La suppression des cellules d'entreprises et de quartiers, a porté un grave coup à l'organisation. Les cellules répondaient à un besoin organisationnel fort : rassembler des militants, leur donner des espaces de discussion et d'élaboration politique, pour leur permettre d'agir.

La disparition des cellules de quartiers a cassé le lien entre militants. Dans les assemblées de section, ce sont souvent les mêmes militants qui prennent la parole. Les militants des milieux populaires n'osent plus parler, et ce faisant, s'autocensurent et se détachent du parti.

Les cellules d'entreprises ont disparu, rompant le lien avec le monde du travail. Même dans de grandes entreprises, il n'y a plus de militants communistes, ni d'expression du Parti communiste. Dans plusieurs luttes emblématiques, les militants syndicaux organisés le sont rarement au PCF.

Trop souvent, le parti ne se mobilise plus que lors des échéances électorales, à l'opposé d'une organisation communiste qui devrait au contraire mener un travail politique de long terme, détecter des militants issus de la classe ouvrière, les former, et leur confier des responsabilités.

Ni les réunions nationales thématiques, ni les réseaux sociaux ne remplaceront le militantisme de terrain. Seule la reconstruction de l'appareil militant nous permettra de redevenir un parti qui soit l'expression des classes populaires, capable de mener des luttes, de créer des rapports de force, et de donner une perspective de rupture avec le système capitaliste.

Reconstruire un parti populaire de combat

Plusieurs études sociologiques sur le parti doivent nous alerter. Très peu de nos dirigeants viennent de l'industrie, beaucoup sont des salariés de la fonction publique, beaucoup ont toujours été élus ou au service d'élus. Nous avons de moins en moins de dirigeants issus des entreprises, nos liens avec les classes populaires se sont affaiblis considérablement. Comment s'étonner que nos campagnes politiques ou nos adresses à la nation soient déconnectées des réalités ?

Dans la période actuelle, où des mouvements de lutte et de résistance se multiplient - entreprises, universités, quartiers populaires, etc. - nous avons besoin d'une campagne très ouverte d'adhésion dans les luttes et les entreprises, en leur donnant toute leur place dans l'organisation.

Nous devons renouer avec le travail théorique et la formation. Nombre de nos adhérents n'ont jamais reçu de formation politique, ils sont idéologiquement désarmés. L'effort théorique est indispensable au communiste pour analyser une situation et apporter une perspective politique.

Démocratie et fraternité

Après les décennies de rénovation et métamorphose multipliant les collectifs, fronts, mouvements, forums, la question de l'organisation, de l'efficacité revient au premier plan. Comment créer les conditions d'une grève générale réussie, comment faire vivre et renforcer une organisation communiste ancrée dans le monde du travail ? La force historique des communistes, leur organisation, semble avoir disparue.

La démocratie sans cohérence se transforme en « *chacun cause pour soi* » inefficace, laissant les décisions aux exécutifs, comme le montre l'annonce des primaires avant tout débat des communistes. Les directions ne construisent plus la mise en cohérence des communistes au service de leur action. Les interventions des dirigeants ne portent plus une parole collective, construite dans la durée pour être identifiée, défendue, portée par les militants. Les "je" se multiplient sans jamais construire le "nous". La démocratie est en panne, et avec elle, l'action. Il faut réinventer une forme de démocratie efficace, qui était l'objectif du centralisme démocratique.

L'organisation dont nous avons besoin se construit d'abord sur le terrain. C'est pourquoi nous voulons rétablir la règle des quatre quarts, qui permettait aux organisations de base de bénéficier de la moitié des cotisations des adhérents. L'effort pour reconstruire nos organisations de base, cellules et sections est essentiel.

Rassemblement ou fuite en avant dans la dilution ?

Jamais le Parti communiste n'a été aussi fort que lorsqu'il a su travailler à de larges rassemblements dans le cadre d'un rapport de forces, comme en 1936 avec le Front populaire et à la Libération avec le Conseil National de la Résistance. Dans ces deux cas, le PCF n'a rabattu ni ses exigences ni son identité, au contraire. Mais ces dernières années, nos expériences d'alliances - collectifs antilibéraux et Front de gauche - se sont soldées par des déceptions, la perte d'élus et de crédibilité. Ce type d'alliance est inefficace, restant sur le modèle de l'union de la gauche. Or dans tous les domaines - politique intérieure, européenne ou internationale - le PS est un serviteur du capitalisme. Tant que nous restons dans la confusion, nous sommes sanctionnés par les électeurs.

Le rassemblement ne peut passer ni par un effacement de notre parti, ni par la soumission au PS. Nous devons revoir notre stratégie, réfléchir à une véritable politique de rassemblement et d'alliances et définir une ligne nationale qui permettra aux adhérents et aux sympathisants communistes de s'y retrouver.

Un nécessaire bilan

A chaque congrès, la direction nationale met en place tous les artifices pour empêcher de tirer le bilan de sa stratégie. Des textes à rallonge, qui ne posent pas les vraies questions, sont adressés aux communistes, qui dans leur grande majorité ne les lisent pas. Les questions essentielles sur l'organisation du Parti ou sur notre stratégie ne sont jamais abordées.

Nous demandons un véritable bilan des 15 dernières années, l'état réel de l'organisation par fédération, le nombre des adhérents, l'état des cotisations, le reversement des élus.

Malgré nos défaites électorales successives, nous restons une force dans le paysage politique français. Nous bénéficions de points d'appui importants partout. Nous avons un patrimoine immobilier, un patrimoine culturel, et un poids politique. Il n'y a donc pas de fatalité à notre déclin.

Un parti libre de ses choix

L'adhésion au PGE en 2004 a marqué une rupture avec plusieurs partis communistes. Le PGE ne s'inscrit pas dans le combat anticapitaliste. On lit sur son site internet en anglais « *La vieille contradiction facilement comprise entre le Capital et le Travail est balayée par de nouvelles aspirations et contradictions entre les sexes, les générations, les cultures, les groupes ethniques et surtout par une conscience nouvelle de l'interrelation entre l'humanité et l'environnement* ». Pire, ses statuts nous contraignent au respect des institutions européennes.

Les échanges avec des forces internationales diverses sont utiles. Mais quand les relations internationales entre partis communistes se multiplient, le PCF ne peut rester enfermé dans ce parti lié aux institutions européennes. Il doit reconstruire des relations fraternelles et solidaires avec tous les partis communistes.

III. Notre projet et le chemin du socialisme pour la France

L'impasse de la gauche, l'affaiblissement du parti communiste, sont aussi la traduction de l'impossibilité de penser une autre société que le capitalisme, tant la bataille de diabolisation du socialisme du 20ème siècle a fait reculer l'idée d'un vrai changement de société. Les pays de l'Est étaient le mal absolu, la Chine est une puissance dangereuse, les expériences latino-américaines des échecs. Le parti communiste lui même, laisse dans le flou, des caractéristiques essentielles d'une société se libérant du capitalisme : la propriété publique, le pouvoir des travailleurs, la maîtrise de la monnaie. Il refuse jusqu'à aujourd'hui de nommer clairement son projet de société comme "socialiste", se faisant déborder sur sa gauche par un candidat... démocrate US !

Pourtant, les luttes sociales, et notamment les grandes luttes de défense des sites industriels (Conti, Goodyear, Aulnay, Fralib...) toutes interrogent la propriété des moyens de production. Il n'y a plus de marge de manoeuvre dans le capitalisme, plus de compromis possible avec la grande bourgeoisie, tant son intérêt vital pour maintenir ses revenus et son mode de vie, est d'obtenir une réduction massive des salaires et des droits. La conséquence est qu'une solidarité réelle assurant des droits à tous nécessite une véritable révolution, oblige à s'inscrire dans la construction d'une autre société, dans le renversement du rapport de forces entre capital et travail. L'incroyable socialisation des forces productives appelle plus que jamais une socialisation massive de la propriété. Il y a nécessité historique que le monde du travail prenne toute sa place dans la direction des affaires du pays, pour la maîtrise de ses moyens de production et d'échanges, de ses conditions de travail et de vie.

La bourgeoisie, avec ses rentiers, spéculateurs, affairistes spécialistes de la subvention publique, est inapte pour diriger la société dans le sens de l'intérêt général. Ce sont les travailleurs qui doivent se considérer comme les véritables dirigeants, ceux qui peuvent décider quel travail est utile, sous quelle condition, pour quelle production, pour quel besoin social.

Oui, nous devons être porteurs d'un projet de socialisme du 21^{ème} siècle, réduisant, par de larges nationalisations des grands moyens de production et d'échange, le pouvoir de la bourgeoisie, recherchant des coopérations internationales libérées de la domination des règles des marchés, rompant radicalement avec les règles de la concurrence et de la spécialisation, pour imposer la planification en réponse aux besoins, le pouvoir des travailleurs dans une république sociale.

Nous nommons donc sans complexe notre projet de société comme une société socialiste. Nous défendons clairement et simplement l'idée d'un plan conduit par un État démocratisé de haut en bas, possédant les moyens de le mettre en oeuvre, avec des services publics élargis facteur d'égalité, des cadres réglementaires et fiscaux plus contraignants pour tourner l'effort des entreprises vers les objectifs de la société, s'appuyant sur la mobilisation du mouvement populaire pour une nouvelle démocratie, de la cité à l'entreprise.

Ce projet doit porter la libération humaine de toutes les aliénations, dans la soumission au travail, dans l'intensité du travail, dans la consommation publicitaire, dans la guerre de tous contre tous. Il doit porter une réduction massive du temps de travail et un développement sans précédent de la formation, de la culture comme lieu essentiel de socialisation, de partage entre les hommes, de construction des conditions d'une démocratie réelle, d'une citoyenneté populaire.

Le socialisme que nous voulons répondra à la critique de Marx du capitalisme qui « *épouse la Terre et le Travail* ». Il assurera la gestion des ressources naturelles pour les besoins de l'humanité d'aujourd'hui et de demain, fera de la biodiversité, de la qualité de l'air et de l'eau, de l'efficacité énergétique, de la préservation des sols, de la réduction des pollutions, des critères essentiels de la planification et des choix économiques. Mais l'éco-socialisme est une formule souvent utilisée pour refuser d'affronter le véritable défi d'un socialisme du 21^{ème} siècle, celui d'un développement continu et rapide des forces productives, appuyé sur la robotique, la biologie, le numérique, sans compter de nouvelles révolutions énergétiques (4^{ème} génération du nucléaire, fusion, algo-carburants...). Si les circuits courts et l'économie circulaire peuvent jouer un rôle important dans un développement équilibré, ils ne peuvent apporter seuls des réponses à la hauteur des besoins sociaux. La mondialisation en cours de la distribution (Amazon, Alibaba...) nous montre au contraire la nécessité d'outils mondialisés de planification et de coopération.

Ce projet doit porter enfin l'exigence de paix, de rupture avec les institutions de la mondialisation capitaliste, la participation de la France à de nouvelles institutions d'un monde multipolaire ouvert aux pays du Sud, la sortie de l'OTAN et l'engagement dans le désarmement.

Un programme de rupture avec le capital

La bataille communiste d'ici 2017 doit faire grandir des revendications politiques fortes qui soient à la fois des outils pour le mouvement social, des revendications que les travailleurs peuvent porter dans leurs luttes, et qui soient des repères d'un programme politique de rupture, capable de porter l'exigence de rapidité dans la transformation sociale, et la capacité à porter à long terme le changement de société.

L'urgence est de se doter d'un programme ambitieux pour la défense de l'emploi et des salaires. Cette bataille pour l'emploi et les salaires doit être un point essentiel du combat des communistes, car elle concentre l'essentiel des luttes sociales actuelles.

Ce programme doit poser en même temps la question du pouvoir. Quel gouvernement mettrait en oeuvre ces revendications, avec quel rapport de forces, quel « Front Populaire », libéré du carcan de l'UE et appuyé par le mouvement des salariés, des classes populaires et des jeunes et où le Parti Communiste jouerait bien évidemment un rôle central.

Dans la période actuelle nous proposons un programme de revendications économiques immédiates pour faire reculer la misère et la souffrance populaire et instaurer plus de justice, mais aussi aller vers le socialisme :

- Nationalisation/socialisation des secteurs bancaires, financiers et assurances, des secteurs de la production vitaux pour le pays et de la grande distribution.
- Renationalisation immédiate d'EDF-GDF, de la SNCF (avec réunification), de la Poste, de France Telecom et d'Air France.
- Plan de développement des services publics, en priorité école, santé, transports et poste, avec les embauches statutaires nécessaires.
- Remise en cause fondamentale de la dette publique.
- Interdiction des licenciements et des délocalisations et appropriation par les salariés avec le concours de la force publique, des entreprises désertées ou bradées par leurs actionnaires.
- Réduction massive du temps de travail sans perte de salaires, semaine de 28h sur 4 jours augmentée de 4h de formation hebdomadaire pour tous.
- Rétablissement d'une indexation des salaires sur l'inflation, blocage des prix des produits de première nécessité.
- Création d'un grand service public de la formation continue permettant de proposer à tous les salariés des démarches de qualification, au service de l'innovation et la qualité au travail.
- Augmentation significatives des salaires, des pensions et minima sociaux.
- Rétablissement de la retraite à 60 ans à taux plein et départ dès 55 ans pour la pénibilité.
- Blocage des prix des produits de première nécessité.
- Construction de logements sociaux à hauteur des besoins, blocage des loyers et interdiction des saisies et expulsions pour les familles en difficulté.
- Non-application des directives et traités européens.
- Sortie de l'OTAN et de l'alliance atlantique, refus de toute intervention militaire de la France dans un pays souverain.

Un seul chemin, un rassemblement populaire conscient et organisé pour l'unité du peuple !

Pour tourner la page de la longue construction d'une union de la gauche au profit du parti socialiste, puis de son lent enfermement dans l'impasse actuelle, il faut proposer de nouvelles formes de rassemblement, un rassemblement populaire dont la fonction première n'est pas électorale, mais d'abord d'éducation populaire pour un peuple uni, conscient et organisé.

La principale leçon de l'histoire de l'union de la gauche est la sous-estimation du piège des institutions, des logiques

électorales et médiatiques. Waldeck Rochet dès 1965 décidant du soutien à François Mitterrand, ou Georges Marchais en 1972 invitant les communistes à valider le programme commun, avaient tous deux mis l'accent sur le rôle irremplaçable du mouvement populaire pour imposer à François Mitterrand et au PS le respect des engagements pris ! L'expérience a tranché. Malgré les alertes, les communistes se sont peu à peu retrouvés en arrière-plan, critiques, mais suiveurs des dérives socialistes.

Pourtant, nous pensons que la rupture dans une société capitaliste est impossible sans un mouvement populaire capable de gérer dans la durée les tensions, les contradictions, les freins qui ne manquent pas de surgir dans tout processus de transformation politique. Les difficultés de plusieurs pays d'Amérique latine engagés dans une voie socialiste sont révélatrices.

Nous ne croyons donc pas qu'une alternative à l'union de la gauche existerait dans une action groupusculaire, encore moins militaire. Nous devons donc construire pas à pas un « Front Populaire » moderne, outil d'éducation populaire pour que des millions de citoyens soient capables de s'informer sans dépendre des médias dominants, de s'unir malgré les contradictions locales ou corporatistes, de s'appropriier les enjeux environnementaux, économiques, culturels, de la transformation socialiste.

Le lien est essentiel entre un parti communiste de combat organisé et populaire et un « Front Populaire » renouvelé faisant vivre de bas en haut une démocratie citoyenne dans une république sociale. Le parti sans rassemblement est impuissant, le rassemblement sans parti est inconscient.

Oui, le défi du parti communiste !

Nous relevons le défi de faire vivre et renforcer un parti communiste de combat, populaire, marxiste.

Nous avons un double atout : la montée du mécontentement populaire, l'unité qui se construit dans les luttes et ce que sont les communistes, leur volonté d'union. Parce que nous savons que ce qui unit les communistes est plus fort que ce qui les divise. Tous les communistes ont conscience de la gravité du moment, tous veulent que leur parti soit un grand parti des travailleurs, un parti démocratique où l'opinion de chaque adhérent compte pour un, un parti de responsabilité et de dévouement qui regagne la confiance du peuple.

Grâce à cette conviction, nous abordons ce congrès dans un esprit de fraternité, d'écoute mutuelle. Il faut unir les communistes pour ouvrir la perspective d'un nouveau Front populaire vers le socialisme.

Vive le Parti Communiste Français !

[JPEG - 78.2 ko] **1920 : Congrès de Tours, création du PCF**

Post-scriptum :

Pour être déposé, cette base commune alternative devra comporter au moins 300 signatures d'adhérents du PCF de 30 départements. Des non adhérents au PCF peuvent bien sûr le signer, en le précisant en commentaire, pour faciliter le décompte.

Pour les adhérents du PCF, une attestation de signature est nécessaire ainsi qu'une attestation de cotisation fournie par l'association départementale de financement du parti (ADF).

Tu trouveras sur le site, un [formulaire d'attestation individuelle de signature](#), à compléter de manière manuscrite et signer, et un [modèle d'attestation de cotisation](#), à faire remplir au président de l'ADF de ta fédération du parti.

Unir les communistes, le défi renouvelé du parti communiste

Les documents signés peuvent être scanné et transmis par mail à contact@lepcf.fr.

Pour pouvoir échanger rapidement entre signataires et finaliser le dépôt du texte, un téléphone et une adresse électronique est bien utile. Pour les camarades qui n'ont pas de mail, leur signature peut être "portée" par un autre camarade (qui peut donc signer deux fois avec un même mail pour deux noms, et qui sera chargé de faire le lien...).